

Voyage dans l'autre Côte d'Ivoire

Les frustrations demeurent dans l'ancienne zone de rébellion du nord, où la reprise économique reste timide

REPORTAGE

ABIDJAN, BOUAKÉ, KATIOLA,
KORHOGO, PERKÉSSÉ DOUGOU -
envoyée spéciale

A chaque fois qu'Abou passe par cette route, il ne peut s'empêcher d'y penser : « A l'époque, on aurait déjà rencontré deux ou trois barrages. » Parti d'Abidjan, au volant de sa berline grise, le chauffeur prend la direction du nord de la Côte d'Ivoire. Il y a sept ans, alors que les combats faisaient rage entre pro-Gbagbo et pro-Ouattara – les deux principaux candidats à l'élection présidentielle –, il avait mis sa femme et ses enfants dans une voiture et était parvenu à atteindre son village familial pour les mettre à l'abri.

Dans son quartier d'Abobo Kennedy, à Abidjan, beaucoup d'habitants originaires du Nord avaient fait de même. « Je savais que ces violences allaient arriver. Nous, les Dioulas [habitants du nord], on disait que nous étions des étrangers, on nous traitait de Guinéens, de Burkinabés, de Mallens. »

Le pays était alors coupé en deux. Dès les années 1990, la notion d'« ivoirité », instrumentalisée politiquement, avait instillé son poison dans la société. A partir de 2002, une ligne de non-franchissement avait été instaurée pour séparer le Sud, dirigé par le président, Laurent Gbagbo, du Nord, géré par la rébellion de Guillaume Soro. L'élection présidentielle contestée de novembre 2010 – 3 000 morts en cinq mois – s'était soldée par l'arrestation de Laurent Gbagbo et l'arrivée au pouvoir d'Allassane Ouattara.

Restés sur le carreau

Aujourd'hui, la circulation a repris dans le pays, mais les cicatrices et les frustrations ne sont jamais très loin. A Bouaké, première grande ville du Nord, le visiteur est accueilli par le grouillement des taxis-motos. Moyens de transport, elles sont surtout un symptôme : celui des démobilisés, ces anciens combattants rebelles qui n'ont jamais réussi à se réinsérer et continuent régulièrement à réclamer leur dû.

« On a pris les armes pendant plus de dix ans et, aujourd'hui, on n'a rien », explique Bernard Touré, la figure et le polo maculés de graisse de moteur. Mécanicien dans la petite ville de Katiola, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Bouaké, il a pendant toutes les années 2000 réparé les véhicules de la rébellion.

Le phénomène touche des milliers de personnes à travers le pays. Après la guerre, une partie de ceux qui avaient combattu avec la rébellion ont demandé à intégrer l'armée. Une autre a voulu retourner à la vie civile, moyennant un petit pécule et une formation, mais beaucoup sont restés sur le carreau. Ceux-là vivent de leurs taxis-motos : à 200 francs CFA la course, ils arrivent à gagner 3 000 à 3 500 francs CFA (5,30 euros) par jour.

La problématique des « démos » est en réalité venue rejoindre la question sociale dans un pays parmi les plus pauvres du monde. Avec l'arrivée au pouvoir d'Alas-

sane Ouattara, un ex-haut fonctionnaire du Fonds monétaire international, beaucoup ont pensé qu'une période de prospérité s'ouvrirait, d'autant que le pouvoir n'a cessé de vendre l'image d'un renouveau économique de la Côte d'Ivoire, sorte de « tigre africain ». Or, si les infrastructures se sont améliorées, les conditions de vie restent difficiles.

Il faut peu de temps, une heure tout au plus, en sortant d'Abidjan, pour découvrir l'autre Côte d'Ivoire. La capitale économique, ses gratte-ciel, ses banques, ses restaurants branchés pour expatriés, et ses 9 % de croissance annuelle, s'effacent pour faire place aux villages de terre et de taule.

Assise sous un parasol de fortune, devant une table et quelques remèdes aux plantes, Fatmata Koné, 36 ans, achète chaque matin ces « médicaments » à crédit, puis elle doit en vendre suffisamment pendant la journée pour rembourser ses dettes et dégager un peu d'argent afin de nourrir sa famille. « Les prix ont augmenté depuis la fin de la crise, même pour manger, c'est un problème », se plaint-elle.

A quelques dizaines de mètres, Assita Sanogo, 30 ans, jeune femme menue, vend des repas. Le soir, il lui reste 1 000 à 1 500 francs pour nourrir une fille et un garçon. « On a soutenu le président Ouattara, alors on ne comprend pas pourquoi on n'a pas plus d'aide », lâche une femme non loin d'elles. En sortant de Katiola en direction du nord, le soleil tape plus fort, la végétation devient savane. Des camions remplis jusqu'à la gueule – d'ignames, d'anacarde (la noix de cajou) ou de coton –, descendent vers le port d'Abidjan, tandis que d'autres montent vers le Mali ou le Burkina Faso.

La route est tellement défoncée qu'il est difficile de dépasser les 20 km/h. L'autoroute est en cours de construction mais, pour le moment, les habitants ne voient rien venir. Traversant toute la Côte d'Ivoire du nord au sud, elle serait pourtant un formidable accéléra-



teur de développement pour la région, essentiellement agricole.

Korhogo, quatrième ville du pays, dont le maire n'est autre qu'Amadou Gon Coulibaly, le premier ministre en exercice, est le lieu le plus dynamique de ce Nord-Est. Les grandes banques du pays y sont représentées, les vols Abidjan-Korhogo sont souvent complets, tout comme les quelques hôtels de la ville.

Créer des emplois

« Notre priorité, c'est la transformation des produits agricoles. Mangues, anacarde, coton et même karité, pour donner du travail à nos enfants », explique Sigata Silué, deuxième adjoint au maire. Ici, diplômés comme non-diplômés peinent à trouver un emploi. Le pays compte 70 % de

« On a soutenu le président Ouattara, alors on ne comprend pas pourquoi on n'a pas plus d'aide », lâche une femme vivant à Katiola

moins de 25 ans et à peu près autant de chômeurs.

Le Nord est en effet l'une des principales zones de production du coton, mais aussi de la noix de cajou dont la Côte d'Ivoire est devenue le premier producteur mondial. A Korhogo, la jeune directrice de la société FMA Indus-

try, Dalada Ferdjani, fait volontiers visiter son usine de transformation de l'anacarde. Celle-ci emploie 650 personnes. Les moins qualifiées sont payées au smic (60 000 francs CFA, 91 euros), une petite fortune pour les gens d'ici.

Sous les hangars, les ouvrières sont assises, à écosser les noix qui seront ensuite expédiées aux Etats-Unis. « Nous sommes là depuis deux ans. Le potentiel est énorme. Beaucoup d'étrangers viennent voir, mais peu de projets se sont concrétisés pour le moment », souligne la directrice.

Prendre la route jusqu'à Ferké-sédougou, la ville d'origine de l'ancien chef de la rébellion, Guillaume Soro, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale, donne une idée du défi. A une heure de la frontière burkinabée,

« Ferké », bourgade poussiéreuse, attend désespérément que les projets annoncés offrent une perspective à sa jeunesse.

Ici, le grand espoir réside dans la construction d'un port sec, promis pour 2020, et qui permettrait de créer des milliers d'emplois. « Les autorités disent que ça va se faire, qu'ils sont en recherche de financement, indique le président de l'association des jeunes, alors on a intérêt à ce que les prochaines élections se passent bien. »

La présidentielle est prévue en 2020 mais, ici comme à Abidjan, elle occupe déjà tous les esprits. « On a fait dix ans de crise, on a fait la guerre, tout le monde en a souffert, et personne ne souhaite qu'on retombe dedans », assure Abou, le chauffeur. ■

CHARLOTTE BOZONNET

La succession de Ouattara est déjà dans toutes les têtes

QUI POUR SUCCEDER à Alassane Ouattara ? En visite à Paris, vendredi 20 avril, où il rencontrera Emmanuel Macron, le chef de l'Etat ivoirien, arrivé au pouvoir en 2010 après une décennie de crise politique et militaire, remettra son mandat en jeu en 2020. Si l'échéance paraît lointaine, elle est déjà dans toutes les têtes.

Depuis plusieurs mois déjà, la formation présidentielle, le Rassemblement des républicains (RDR), et son allié, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), ont commencé à croiser le fer. Tous deux gouvernent au sein d'une alliance appelée le « RHDP », le Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix. Lors de la présidentielle de 2010, le PDCI s'était rallié au second tour à Alassane Ouattara. Il lui a encore apporté son soutien en 2015. Cette fois, le PDCI estime que c'est son tour de prendre la tête de l'alliance.

« En 2015, le président Bédié a accepté [de ne pas présenter de candidat et de soutenir le RDR] pour garantir la paix et avec la promesse d'une alternance en 2020. Il a déjà été difficile de faire accepter cela à nos militants », explique Noël Akossi Bendjo, numéro deux du secrétariat exécutif du PDCI, qui met en avant son héritage de parti historique de la Côte d'Ivoire, fondé

par Félix Houphouët-Boigny, le père de l'indépendance. « Nous appartenons à un [mouvement] qui a bâti ce pays et nous savons ce qu'il lui faut », renchérit M. Bendjo.

« De la manipulation »

« Le président Ouattara n'a jamais promis à qui que ce soit que ce serait le tour du PDCI. Cela relève de la manipulation », s'empare Ally Coulibaly, ministre de l'intégration africaine. Le RDR plaide pour une candidature unique en 2020 sous les couleurs du RHDP, qui serait d'ici là transformé en parti unifié. La formation présidentielle joue sur la corde de la stabilité. « Le salut de la Côte d'Ivoire réside dans cette alliance, qui est gage de réconciliation », relève M. Coulibaly, qui ajoute : « De toute façon, nous avons la même filiation, rien ne nous sépare si ce n'est des ambitions individuelles. »

Le RDR d'Alassane Ouattara sait qu'il ne pourra gagner seul, sans nouer d'alliance – aucun parti n'est d'ailleurs en mesure de le faire. D'autant qu'à l'intérieur même de la formation les divisions sont fortes. L'ambition présidentielle de Guillaume Soro, l'un des vice-présidents du mouvement, est connue de tous, même si l'ancien chef de la rébellion du nord du pays

ne s'est pas exprimé sur ses intentions. Dans son entourage, on plaide pour le renouvellement. « Ce sont encore les trois mêmes partis qui ont du mal à organiser leur sortie de la scène politique. Or, le problème pour les Ivoiriens n'est pas de savoir si un tel est pro-Bédié, pro-Ouattara ou pro-Gbagbo, mais d'assurer [le fonctionnement des] services sociaux de base et la transformation structurelle du pays », lance Méité Sindou, ex-secrétaire national et proche de M. Soro. Ce dernier sera-t-il candidat en 2020 ? « On s'emploie à parachever sa stature politique et institutionnelle, sa capacité à incarner la fonction », répond M. Sindou.

Mais il existe une autre inconnue : que fera M. Ouattara ? En 2020, il achèvera les deux mandats que lui autorisait la Constitution sous laquelle il avait été élu. Mais certains de ses proches font valoir que l'adoption, en 2016, d'une nouvelle loi fondamentale créant la III^e République a remis les compteurs à zéro et lui permettrait d'être candidat. Alors qu'il avait assuré, en 2015, qu'il quitterait le pouvoir à l'issue de ce deuxième quinquennat, le chef de l'Etat se montre désormais plus flou sur ses intentions. ■

C. B.